

SEANCES DU MARDI 5 MAI 1987
VERGADERINGEN VAN DINSDAG 5 MEI 1987ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 1792.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget des Services du Premier ministre pour l'année budgétaire 1986.

Projet de loi contenant le budget des Services du Premier ministre pour l'année budgétaire 1987.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. de Wasseige, Pataer, Luyten, M. Martens, Premier ministre, MM. Antoine, rapporteur, De Bondt, Mouton, Mme de Pauw-Deveen, p. 1792.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1792.

ONTWERPEN VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet houdende de begroting van de Diensten van de Eerste minister voor het begrotingsjaar 1986.

Ontwerp van wet houdende de begroting van de Diensten van de Eerste minister voor het begrotingsjaar 1987.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heren de Wasseige, Pataer, Luyten, de heer Martens, Eerste minister, de heren Antoine, rapporteur, De Bondt, Mouton, mevrouw De Pauw-Deveen, blz. 1792.PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

M. Mouton, secrétaire, prend place au bureau.

De heer Mouton, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 5 m.

De vergadering wordt geopend te 10 u. 5 m.

CONGES - VERLOF

M. Anciaux, pour raisons de santé, demande un congé.

Vraagt verlof: de heer Anciaux, wegens gezondheidsredenen.

— Ce congé est accordé.

Dit verlof wordt toegestaan.

Mme Smitt, MM. Chabert, De Clercq, Dehousse, Noerens, empêchés; Laverge, pour d'autres devoirs, et Lepaffe, pour des devoirs administratifs, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: mevrouw Smitt, de heren Chabert, De Clercq, Dehousse, Noerens, belet; Laverge, wegens andere plichten, en Lepaffe, wegens ambtsplichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN DE DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN DE DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1987

Algemene beraadslaging

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1986

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1987

Discussion générale

De Voorzitter. — Aan de orde is de bespreking van de ontwerpen van wet betreffende de begroting van de Diensten van de Eerste minister.

L'ordre du jour appelle l'examen des projets de loi relatifs au budget des services du Premier ministre.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Wij vatten eerst de bespreking aan van de kredieten «sector Eerste minister».

Nous abordons tout d'abord la discussion des crédits «secteur Premier ministre».

De rapporteur, de heer Chabert, verwijst naar zijn verslag.

La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, je voudrais d'abord souligner une première dans les annales du Parlement: la discussion au même moment du budget de deux années: 1986 et 1987. Je pense, monsieur le Premier ministre, qu'il s'agit d'une de vos innovations, pas très heureuse toutefois, faut-il y insister?

Ceci étant dit, il s'agit essentiellement de budgets d'administration, qui ne donnent donc pas matière à de longues discussions, sauf sur deux points qui nous paraissent vraiment importants. Le budget 1987 contient, en effet, deux articles budgétaires à caractère politique. Il s'agit des dépenses pour le réseau d'informatique Bistel et de l'aide à la presse d'opinion.

J'aimerais vous faire part de certaines de mes constatations. Je commencerai par énoncer quelques chiffres qui méritent d'être rappelés.

Les frais de fonctionnement de Bistel atteignaient à peine 14 millions en 1984. Ils s'élèvent en 1986 à 86 millions et frôlent les 160 millions en 1987. Ces frais sont donc actuellement douze fois supérieurs à ceux de 1984!

En ce qui concerne la presse d'opinion, le montant de l'aide, qui atteignait 150 millions en 1984, était de 120 millions en 1986 et ne sera

plus que de 80 millions en 1987, ce qui représente une réduction de pratiquement la moitié du montant initial, en trois ans.

En fait, il s'agit d'un problème politique. Par rapport à 1984, l'aide accordée à la presse d'opinion en 1987 a été réduite de 70 millions et, par rapport à 1986, de 40 millions. Par rapport au budget total de l'Etat, cette réduction représente moins que 0,5 millièmes de p.c. Autrement dit, ce n'est pas l'équilibre des finances publiques qui est en cause. En réalité, on constate une volonté politique de réduire, voire de supprimer l'aide à la presse d'opinion.

Nous avons recueilli des preuves de cette volonté politique à travers toutes les mesures prises par le gouvernement précédent et par celui-ci. Nous nous trouvons face à une politique de droite. Il s'agit, à coup de millions — Bistel a coûté plus de 650 millions en investissements — d'informer le Premier ministre principalement, mais aussi son gouvernement, de l'état de l'opinion publique. Tel était son but au départ, même si d'autres domaines prennent de l'extension.

Quand il s'agit, par l'aide de la presse, d'informer le citoyen, vous fermez les robinets; vous étranglez la presse d'opinion.

Lorsqu'on parle de la presse, on pense généralement aux quotidiens; il faut songer également à un certain nombre d'hebdomadaires et de périodiques, ainsi qu'à l'Agence Belga qui fonctionne grâce à cette allocation, aux subsides que les journaux lui attribuent et aux abonnements qu'elle peut vendre.

Au travers de cette politique de restriction, on devine le désir de provoquer une mort à petit feu de la presse d'opinion dans le but de favoriser l'apparition de grands groupes de presse basés sur la publicité et d'encourager les groupes financiers et les groupes commerciaux qui prennent de plus en plus d'importance dans notre société.

La seule éthique de votre gouvernement, monsieur le Premier ministre, est actuellement celle de l'argent, assortie d'un mépris de l'opinion, avec un réseau Bistel qui sonde la pensée des citoyens et de la presse, de manière à mieux la façonner.

Très astucieusement, vous réduisez les crédits petit à petit: de 150 millions en 1984, ils tombent à 120 millions en 1986 et à 80 millions en 1987, de manière telle que, d'année en année, les chiffres antérieurs sont oubliés et qu'aux yeux de l'opinion les entreprises de presse apparaissent comme de mauvais gestionnaires.

Or, comment voulez-vous assurer une gestion efficace lorsque les subsides, et les interventions normales dans une démocratie, sur lesquels les organismes de presse doivent pouvoir compter, sont réduits pour des raisons prétendument budgétaires, mais en réalité politiques?

Vous nous rétorquerez que les critères d'attribution des crédits ont été modifiés et que les petits groupes de presse et les journaux à faible tirage sont moins pénalisés que les autres. C'est exact, tout au moins selon les chiffres que vous avez soumis. Mais vous provoquez la mort lente, l'euthanasie de la presse d'opinion et vous ne lui donnez pas, ce qui est essentiel dans une démocratie, les ressources minimales nécessaires pour qu'elle puisse s'exprimer et contribuer d'ailleurs à former l'opinion des citoyens.

Vous avez agi de même lorsqu'il a été question de la loi sur la publicité à la télévision. Votre logique vous a conduits à accorder cette publicité à des groupes commerciaux et financiers privés et à mettre en difficulté, à placer sous cocon, la télévision publique et, par là même, les informations qu'elle diffuse.

Si les procédures sont quelque peu différentes, leurs résultats et les objectifs que vous poursuivez sont identiques.

Cela, nous ne pouvons l'admettre, vous en conviendrez.

Nous avons d'ailleurs déposé un amendement qui — je me permets de le signaler dès maintenant — vise très modestement — et je m'expliquerais sur ce terme — à faire retenir le chiffre de 135 millions au lieu de celui de 80 millions, soit la moyenne des deux dernières années et de celui que vous proposez. Reconnaissez-le, c'est peu et cela, en tout cas, ne risque pas de mettre les finances publiques en difficulté.

Je souhaite que votre majorité se rende compte de l'enjeu important qui est en cause et accepte notre amendement car, en fait, il suffit de peu de millions pour qu'un certain nombre d'entreprises de presse puissent survivre et rester, comme on dit en termes de comptabilité, en dehors du «rouge», en dehors des chiffres négatifs, et des menaces de faillite.

Le montant des crédits que vous avez fixé pour l'aide à la presse engendrerait nécessairement, dans le courant de l'année 1987, de nouvelles catastrophes si l'on n'y prend garde et s'il n'est pas relevé.

En la matière, votre responsabilité en tant que Premier ministre et celle de votre majorité sont directement mises en cause, surtout si l'on considère que le crédit demandé ne compromet pas l'équilibre des finances publiques et peut trouver sa contrepartie dans une réduction des dépenses prévues pour Bistel, c'est-à-dire dans une modération de cette excoissance extraordinaire dont vous avez pris l'initiative. *(Applaudissements sur les bancs socialistes.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Voorzitter, ik zal mijn uiteenzetting beperken tot enig commentaar, met wellicht aansluitend enkele kritische vragen, in verband met de rechtstreekse hulp aan de opiniërs, waarvoor in de begrotingen 1986 en 1987 respectievelijk 120,8 miljoen en 80,5 miljoen werd ingeschreven. Dat betekent voor 1987 nagenoeg een halvering van het krediet dat in 1984 is toegekend.

Mijnheer de Eerste minister, u was zo «vriendelijk» er in de commissie voor de Financien aan te herinneren dat deze ingrijpende terugschroefing is gebeurd «conform het Sint-Annaplan».

Tegelijkertijd hebt u de troostende opmerking gemaakt dat de steun aan de pers nu op een meer selectieve wijze gebeurt dan vroeger. Dat staat nog te bezien. Wat betekent immers «steun aan de pers», «meer selectiviteit» en «vroeger»?

Ik was niet in de mogelijkheid om de besprekingen in de commissie voor de Financien te volgen. Ik ben trouwens geen lid van die commissie. Ik moet mij dus uitsluitend baseren op het gedrukte verslag van de heer Chabert om te achterhalen wat u precies hebt bedoeld.

Een juiste beoordeling van de omvang en het effectief karakter van de steun aan de pers is niet mogelijk als de rechtstreekse steun niet wordt getoetst aan en afgewogen tegen de onrechtstreekse steun in de vorm van verschillende gunsttarieven, zoals de preferentiële posttarieven, telefoonstarieven en zelfs de postservice voor de krantenbezorging op zaterdag. Dat is niet zonder belang gezien de onrechtstreekse steun in globaal veel belangrijker is, zoals blijkt uit de besprekingen van de opeenvolgende wetten sinds 1973 tot het behoud van de verscheidenheid in de opiniedagbladers.

Daarbij komt dat de dagbladen met een grote oplage en/of met voldoende eigen middelen verhoudingsgewijze het meeste voordeel halen uit de onrechtstreekse steun. De onrechtstreekse steun werkt per definitie niet selectief zodat het selectieve karakter van de rechtstreekse hulp voor de eindbalans sterk moet worden gerelativeerd.

Wat betekent «meer selectief» als het totale bedrag van de rechtstreekse hulp in enkele jaren bijna wordt gehalveerd? Zolang de verdelingscriteria van de bedragen voor 1987 nog niet zijn vastgelegd, kunnen wij uiteraard slechts gissen naar de precieze betekenis van de grotere selectiviteit.

Wij hebben wel een licht vermoeden waarop dit kan neerkomen als wij de bedragen voor 1986 bekijken. Als de selectiviteit in 1987 ongeveer van dezelfde orde is als in 1986, betekent dit in 1987 voor een bepaalde Vlaamse krant, die het meest in aanmerking komt voor selectieve hulp, een vermoedelijke inkrimping van de steun met 30 à 50 pct. in vergelijking met het vorige jaar.

Hoefte het te worden gezegd dat de vermindering met enkele miljoenen voor de ene krant zeer dramatisch kan zijn terwijl een andere krant of een krantengroep over een vermindering van de inkomsten met 3 of 4 miljoen nauwelijks wakker ligt?

Mijnheer de Eerste minister, als u het eerlijk meent met uw voornemen om in de toekomst het hele steunkrediet aan de opiniërs volgens selectieve criteria te besteden, rijst, ten eerste, de vraag wanneer die toekomst begint: in 1987 of in 1988.

Ten tweede, rijst de vraag of het argument van de zakelijke concurrentie tussen de verschillende kranten, dat ten grondslag ligt aan het zogenoemde compensatiekrediet aan iedere krant sinds 1973, dan ineens wegvalt. Ik kan me onmogelijk voorstellen dat de Belgische Vereniging van dagbladuitgevers, van wie het advies in de regel richtinggevend is, ooit akkoord zal kunnen gaan met een zuivere selectieve steun in verhouding tot de reële behoeften en in het exclusieve voordeel van kranten met een relatief kleine oplage en met relatief weinig reclame-inkomsten.

Er is geen enkele reden om te veronderstellen dat dagbladuitgevers zouden uitmunten door gevoelens van caritas en zelfverloochening.

Ik vrees dus, mijnheer de Eerste minister, dat u uw voornemen van een uitsluitend selectieve steun niet zult kunnen hard maken, tenzij u de voorwaarden schept om dit toch mogelijk te maken. Ik wil u daarbij helpen met enkele suggesties.

De basiswet van 19 juli 1979 zou mijns inziens grondig moeten worden bijgesteld op minstens drie punten.

Ten eerste, zou het vastleggen van de criteria voor de verdeling van de steun niet langer mogen gebeuren op advies van de uitgevers, dit zijn de producenten en de verkopers van het bedrukte papier.

Uitgevers worden in de allereerste plaats geacht bedrijfseconomische belangen te behartigen en zijn zeker niet geobsedeerd door de noodzaak van het in stand houden van een brede opiniewaai. Ik ben zeker niet de eerste om te beweren dat de beroepsvereniging van de journalisten veel beter geplaatst is om ter zake een bezonnen advies te verstrekken. Zij zijn tenslotte de producenten van opinies en niet hun werkgevers-papierverkopers. En als u dan toch de dagbladuitgevers een adviserende stem wilt blijven geven, dan is er geen enkele reden waarom u niet eveneens het advies zou vragen van de grafische bonden, de vakbonden dus.

Het meest logische zou natuurlijk zijn dat u de pas opgerichte Vlaamse mediaraad en zijn eventueel Franstalig equivalent zou raadplegen en ertoe uitnodigen voorstellen van verdeelsleutels uit te werken. Ik kom daar dadelijk op terug bij mijn tweede punt. Het is wel leuk eraan te herinneren dat u zelf, mijnheer de Eerste minister, in 1979 in de Senaat, bij de bespreking van het regeringsontwerp inzake de steun aan de pers, hebt verklaard dat de journalistenvereniging en de grafische bonden niet werden geraadpleegd «om dringende redenen», maar dat u die mogelijkheid zeker wou onderzoeken voor de toekomst.

Ik kan me moeilijk indenken dat u die toezegging is vergeten omdat u intussen, sinds 1981, met andere coalitiepartners bent scheep gegaan. Of misschien toch? Men weet nooit.

Een tweede mankement van de wet van 1979 is de wet zelf. Eigenlijk zou de hele materie van de overheidssteun aan de opiniërs al lang en zeker sinds augustus 1980, moeten zijn erkend als een culturele en dus communautaire aangelegenheid die niet bij wet maar bij decreet zou moeten worden geregeld. Zeker als het beleid ten aanzien van de geschreven pers gezien wordt als een onlosmakelijk onderdeel van een globaal mediale beleid, te bespreken in zijn geheel en in zijn onderdelen in de mediaraaden die per gemeenschap zijn opgericht of zullen worden opgericht.

Ik heb moeten vaststellen dat ook die bedenking niet zo origineel is. Collega De Bondt, gelukkig hier aanwezig, heeft dat standpunt reeds uitvoerig verdedigd op 17 juli 1979 in de Senaat.

En ook hier weer, mijnheer de Eerste minister, hebt u zonderling genoeg in 1979 erkend dat een communautarisering van dit dossier perfect denkbaar is «maar dat de tijd ontbrak om dit meteen te doen».

De 50/50-verdeling van de kredieten tussen de Nederlandstalige en de Franstalige kranten is daar nauw mee verbonden. Op het einde van de jaren zeventig, werd deze kunstmatige paritaire verdeling nog verantwoord door het bijna identieke globale oplagecijfer van de Nederlandstalige kranten, enerzijds, en van de Franstalige kranten, anderzijds.

Sindsdien — u weet dat uiteraard — zijn die cijfers gevoelig geëvolueerd in het nadeel van de Franstalige pers. Nu is de globale oplage van de Vlaamse pers ongeveer 200 000 eenheden hoger! De verdeling van de toelagen voor de pers tussen de Gemeenschappen op een paritaire basis is, hoe dan ook, meer dan ooit volstrekt arbitrair. In 1977 kon men dit nog een gemakkelijksoplossing noemen. Nu is die 50/50-verdeling een stukje versteend onrecht, dat maar ongedaan kan worden gemaakt door het hele bedrag naar de Gemeenschappen over te hevelen volgens de verdeelsleutels van de dotaties aan de gemeenschappen.

Een derde suggestie met betrekking tot de wet van 1979 en de elkaar opvolgende begrotingen waarin de overheidssteun aan de pers is opgenomen, heeft te maken met de rol van het Parlement. Het behoud van de opiniewaai in de geschreven pers heeft veel, zo niet alles, te maken met onze parlementaire democratie. Vrije meningsuiting, objectieve informatieverstrekking en persvrijheid behoren tot de voornaamste pijlers van onze zo broze democratie. Welnu, met de terugblik van enkele jaren, heb ik de indruk dat het Parlement zich in 1979 heeft vergist wanneer het de rechtstreekse overheidshulp aan de pers in zekere zin met een soort volmachtwet *avant la lettre* aan de regering heeft toevertrouwd.

De toenmalige Eerste minister — u weet wie dat was — verklaarde in 1979 in de Senaatscommissie dat de normatieve wet zeker niet als definitief mocht worden aangezien, maar enkel bedoeld was om te vermijden dat het Parlement ieder jaar opnieuw een debat zou moeten voeren over de overheidssteun aan de pers.

Dat voornemen kon blijkbaar niet helemaal worden waargemaakt, zoniet zou ik op het ogenblik hier niet op de tribune over dit onderwerp spreken. Om aan de vrees tegemoet te komen dat door een organieke regeling de steun aan de pers aan de parlementaire controle zou ontsnappen, werd in 1979 door de regering toegezegd dat de ontwerpen van uitvoeringsbesluiten telkens zouden worden medegedeeld aan de bevoegde parlementencommissies. Hoe vaak is dat gebeurd?

Samenvattend zou ik dan ook willen stellen dat de tijden meer dan rijp zijn om de wetgeving ter ondersteuning van de pers grondig te herzien. Aangezien regeringsontwerpen gewoonlijk een grotere kans maken om te worden goedgekeurd dan voorstellen van de oppositie, wil ik u ertoe uitnodigen, mijnheer de Eerste minister, ter zake een initiatief te nemen. Uw antwoord zal mij duidelijk maken of we al dan niet zelf het initiatief moeten nemen, desnoods door geestverwanten in de Vlaamse Raad daartoe aan te sporen. Ikzelf maak er immers geen deel van uit.

Tenslotte wil ik van deze bespreking nog even gebruik maken — mijnheer de Voorzitter, en ik richt me meer tot u — om uiting te geven aan mijn zorg over de wijze waarop over de parlementaire werkzaamheden in de nationale pers wordt geschreven, nationale pers die, dank zij het Parlement, bepaalde steungelden ontvangt.

Een objectieve voorlichting over de werking van het Parlement — vooral van de Senaat! — en van de commissies behoort zeker niet tot de hoofdbekommering van de meeste persorganen in ons land. Misschien ligt het aan onszelf, ik weet het niet, maar een pers die pretendeert garant te staan voor onze democratische vrijheden, zou zich toch de minimale moeite mogen getroosten om na te gaan welke materies dag in dag uit door de wetgever, al dan niet in commissieverband, worden besproken en afgehandeld.

Er zijn zelfs journalisten die geregeld kronieken schrijven met als titel «Van kamerleden en senatoren» en die bij mijn weten nog nooit een voet in de Senaat hebben gezet.

De heer Luyten. — Zij weten het van horen zeggen.

De heer Pataer. — Waarschijnlijk.

Een aankondiging van wat er in de commissies te gebeuren staat en een zeer systematische verslaggeving over de belangrijkste beslissingen, bijvoorbeeld van deze week die een zeer drukke week is in het nationale Parlement, zouden een elementaire steun van de pers kunnen zijn voor de democratie die de pers zelf nodig heeft als brood. Een vrije pers is immers ten dode opgeschreven zonder politieke democratie. Dit is even waar als het omgekeerde. (*Applaus op de socialistische banken en op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Luyten.

De heer Luyten. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Eerste minister, geachte zeldzame collega's, bij het uiteengaan voor het reces heb ik mij bijna smekend gericht tot de Voorzitter van de Senaat met de vraag om tijdens de paasvakantie te zoeken naar een antwoord op de uitdaging die ons naar het hoofd werd geslingerd in een artikel in een vooraanstaande krant, zoals dat heet in de terminologie van het huis.

Dit artikel stelde dat wij er eigenlijk niet nodig zijn en dat de regering maar best met volmachten verder moest regeren. De man die dit heeft gezegd werd zondag op het Zangfestival de echte Eerste minister van België genoemd, met name de heer Gol.

Ik heb de Voorzitter gevraagd dat wij de uitdaging zouden aanvaarden. Ik zei dit nederig vanuit mijn herhaald vragen naar een weinig recht en na hier zeven jaar één van de vaakst aanwezige senatoren te zijn geweest, zoals een krant schreef.

Ik weet niet in welke mate die uitdaging nog zin heeft onder de huidige regering, want als ik de persoverzichten van de jongste dagen bekijk, hebben wij weliswaar nog geen lijk, maar de stuipertrekkingen zijn er al volop. Ik moet dus vandaag, nu de Eerste minister in de Senaat is in verband met zijn begroting, de gelegenheid te baat nemen om nog iets

fundamenteels te zeggen over die politiek en over de leiding van het land in het algemeen.

Ik merk dat de Eerste minister gebruikt is. Ik ook een beetje. Ik wil zijn vakantierust nog niet onmiddellijk verstoren en zal pogen het, tegen mijn Spaans temperament in, rustig aan te doen. De Eerste minister was officieel in Spanje, officieus in Catalonië. Ik hoop dat dit geen diplomatiek incident veroorzaakt heeft. Ik was aan de westkust van Spanje om er de herdenking bij te wonen van het platbombarderen, vijftig jaar geleden, van Guernica. Ik heb als voorbereiding op de komst van de Eerste minister een communiqué uitgegeven.

Er was op de televisie een akelige discussie geweest tussen vorige bezoekers, de heren Mitterrand en Chirac, die beiden in zelfoverschatting beweerden de eerste te zijn geweest om Basken uit te leveren aan Spanje. Ik heb gezegd dat het tot onze grote schande een Vlaming was en dat dit drie jaar geleden gebeurde onder Eerste minister Martens. Dit heeft zeer ruime aandacht gekregen in de Baskische kranten, maar ik weet niet of dit bericht in de knipselmap van de Eerste minister is terechtgekomen.

Ik kan rekenen op de dankbaarheid van de Basken omdat ik reeds zeer lang opkom voor hun strijd voor zelfstandigheid. Deze strijd bleek nog maar eens door het massaal bijwonen in Guernica van de plechtige herdenking van een van de meest tragische momenten uit de geschiedenis van dit volk.

Als ik dan vanochtend het persoverzicht hoorde met de onnozele kuren in ons land, herinnerde ik mij ook alle grote woorden die ik hier al zeven jaar aanhoor en de stuipertrekkingen rond die oude boerekermiss van Voeren, waarover de heer Nothomb zich de nek gebroken heeft niettegenstaande ik hem vaak genoeg heb gewaarschuwd op deze tribune, en het zich steeds voortslepend en wegmoffelend juridisme.

Ik dacht er ook aan dat de Eerste minister de kans heeft gehad om in 1985, toen hij onder het zoveelste nummer aantrad, op zijn minst principes vast te leggen tegenover degenen die het in België grof spelen. Immers, het probleem had zich reeds aangediend in 1982 en 1983.

Zij zijn hier niet, mijnheer de Eerste minister, uw vrienden van de PSC — behalve een eenzaam man in de «Bataille» —, die een chantagepolitiek zijn gaan spelen tegenover u vanuit hun ondervinding dat dit rendert. U hebt hun jarenlang altijd zoveel toegegeven dat zij denken dat zij ongestraft de limieten kunnen verleggen van wat in België gebruikt wordt als voornaamste wapen van die heersende minderheid — om in de terminologie te blijven van volkeren die men soms minderheden noemt.

De Walen hebben de chantage in uw regering zo geïnstalleerd dat u, volgens de zich aankondigende tekens, er nu misschien echt het slachtoffer zult van worden, hoewel u de voorbije jaren, dat moet worden toegegeven, zeer handig bent geweest om ten koste van alle Vlaams zelfrespect steeds opnieuw de basisregels van uw eigen Staat te schenden door middel van het vooruitschuiven of het in de frigo stoppen van de problemen.

Voor ik in Guernica dat communiqué schreef, heb ik vanuit een stuk gemeenschappelijke levensgeschiedenis die wij hebben gehad, gedacht aan uw situatie. Mijn gevoelens gingen van een mengeling van politiek medelijden, over een poging tot het situeren van uw rol, tot ietwat afkeer. Ik zal u niet zeggen welke gevoelens de bovenhand haalden. Toen ik echter de parade Gonzalez-Martens zag op de voorpagina van de kranten, dan heb ik volgende vergelijking gemaakt.

Ik heb ooit gesproken over de Gentenaar Keizer Karel die hier in de zaal staat afgebeeld. Maar, er zat hier in de zaal ook ooit een ander Gentenaar, namelijk de heer Lefèvre. Wij waren in de jaren zestig felle tegenstanders, toen werd gevochten rond de beginselen om de taalgrens definitief vast te leggen. Het was een man voor wie ik respect had. Hij was een van onze tegenstanders, maar wij bevochten hem met open vizier. De heer Gonzalez was zo fier als een omhooggevallen volksjongen toen hij met het jacht van Franco langs de kusten van Spanje kon varen. Dat lokte bij de enen een schaterlach uit en bij de anderen een gevoel van walg. Dat heb ik kunnen constateren omdat ik toen met vakantie was in Baskenland.

U bent zelf het slachtoffer geworden van chantage in een politiek spel omdat u niet de moed hebt gehad, te doen zoals August Vermeylen, die ooit professor was te Gent en die reeds in het begin van deze eeuw, en zelfs daarvoor nog, richtlijnen gaf aan de flaminganten. Hij heeft toen gezegd: «Heb eens eindelijk de moed om uzelf te zijn. Probeer nu eens uit te stijgen boven dat kleine Belgische gedoe.» Dat heeft August Vermeylen geschreven in zijn *Kritiek van de Vlaamse Beweging* waarvan

over enkele jaren de honderdste verjaardag zal worden gevierd. Hadden uw voorgangers en uzelf, mijnheer de Eerste minister, wat meer de basisregels die in die kritiek staan, gevolgd, dan zou u nu niet in zulk een beschamende positie zitten.

Mark Gramme, een man die wij toch allen voor een stuk waarderen, ook in zijn marginaliteit, schreef jaren geleden: «Elke Vlaming die op dit ogenblik tegenover de arrogantie van de Franstaligen in dit land» — dat heeft August Vermeylen in zijn jeugd heftiger gezegd — «bij besprekingen over de toekomstige structuren van België niet het voortbestaan van België zelf wil of durft op het spel zetten, is op dit moment geen woordvoerder meer van de Vlaamse Gemeenschap. Gewoon, omdat wie het voortbestaan van België tot uitgangspunt van zijn beleid heeft gekozen, automatisch, ook indien hij beweert dit niet te willen, in de kaart speelt van de Brusselse en de Waalse chantage.»

Ik heb de tekst enigszins aangepast aan de huidige situatie.

Ik meen dat dit de samenvatting is van uw hele beleid gedurende de jongste jaren in het licht van de Vlaamse Beweging.

U hebt het tot in den treure gehad over de chronologische prioriteiten enzovoorts, maar toch komt men uiteindelijk altijd weer aandraven met *chassez le naturel*, ... al is het in de vorm van een Voerens stekelvarkentje. De stuiptrekkingen liegen er niet om.

Men heeft mij er in Guernica toe aangepord dat communiqué niet uit te geven, maar ik heb het toch gedaan uit Vlaamse solidariteit. Al zijn wij maar senator, toch moeten wij op een bepaald ogenblik de woordvoerder van ons eigen volk zijn. De heer Deprez zegde nog onlangs tijdens zijn bezoek aan de Verenigde Staten dat Vlaanderen mooi is, maar dat men het moet vinden. In Guernica heb ik gezegd dat Premier Martens een Belg is en dat ik een Vlaming ben.

In Vlaanderen heeft men steeds zo een 20 000 mensen gehad die de polsslag aangaven van het Vlaamse volk. Het was de bewuste minderheid, die de fouten van de zich voortslepende meerderheid moest pogen goed te maken. Maar deze polsslag missen u en velen van uw soortgenoten, mijnheer de Eerste minister. Als student werd u nochtans ooit opgenomen in het bestuur van het ANZ, waarvan ik naar aanleiding van het vijftigste zangfeest de geschiedenis heb nageplozen. Wij hebben daar samen gezongen onder motto's als «Volk wordt Staat, wordt Vlaamse Staat», «Doe de kansen keren» en «Weer wie u met slechte raad/Om de wille van de baat/Averechts regeren/Zoveel slechte heren».

Dit is een poëtische samenvatting van wat in zijn *Kritiek van de Vlaamse Beweging* August Vermeylen schreef over de tegenstrijdige houding van vele flaminganten. Hij zegde: «In de grond zijn zij volstrekt niet Belgisch gezind, al vrezen zij te dikwijls met hun vrij uitgesproken mening voor den dag te komen (...). Met die lieden twist ik niet (...). Ik spreek tot het overgrote getal van de vlaamsgezinden, die voor de gevolgtrekkingen hunner mening niet zullen terugdeinzen en die aannemen dat een natie zichzelf bepaalt en recht heeft op zelfstandig leven.»

Tijdens uw officieus bezoek aan Spanje, mijnheer de Eerste minister, hebt u misschien in Catalonië kunnen leren dat een volk dat wil, een natie kan worden. Daar is een volk, binnen de beperkte structuren die het verworven heeft, onder leiding van bewuste leiders bezig een land op te bouwen vanuit een eigen Catalaanse dynamiek. In de beperkte Belgische structuren vertegenwoordigt u echter al lang die Vlaamse dynamiek niet meer. De prijs van het verloochenen van zijn natuur wordt altijd betaald. Op het ogenblik beleven wij immers de stuiptrekkingen van uw regime, dat de Vlaamse eisen steeds heeft trachten weg te moffelen. Dat bekomt u blijkbaar niet goed en ik heb daar helemaal geen leedvermaak over.

Mijnheer de Eerste minister, ik heb u vandaag op een rustige toon mijn vakantieoverwegingen proberen duidelijk te maken. Ik hoop dat die van de Voorzitter nog vruchtbaarder zijn geweest. Ik wil u tot slot dan ook nog eens de polsslag van het Vlaamse volk laten voelen, zoals ik die vorige zondag nog heb gevoeld, zolang u tenminste nog Eerste minister bent. De pronostieken daaromtrent in de Wetstraat gaan hun gang.

Men beweert dat u een paard bent dat van alle kanten belaagd wordt, maar dat zich al door allerlei hindernissen heeft heengewrongen en ook deze keer weer een opening zal vinden. Indien u echter mocht struikelen, mijnheer de Eerste minister, probeer dan bij het recht kruipen u erover te bezinnen of het niet mogelijk is weer de grote Vlaming te worden in plaats van de kleine Belg te blijven. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de Eerste minister.

De heer Martens, Eerste minister. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal in mijn antwoord drie punten behandelen: de opmerkingen van de heer de Wasseige, meer bepaald in verband met Bistel en de hulp aan de opiniepers, de opmerkingen van de heer Pataer over de opiniepers en, inzake het derde punt, kan ik de heer Luyten onmiddellijk zeggen dat inderdaad, bij mijn officieel bezoek aan Spanje, vorige week, het de eerste maal is geweest dat ik niet alleen de Eerste minister van een regionale regering, namelijk van Catalonië, heb ontmoet, maar — en het zal u, mijnheer Luyten, bijzonder interesseren — dat een andere Eerste minister van een regionale regering, namelijk van Baskenland, was uitgenodigd op het officiële diner — dat door de Spaanse regering tijdens mijn bezoek werd georganiseerd.

Ik heb dus ook de Eerste minister van Baskenland ontmoet en heb hem uitvoerig kunnen spreken. Het waren twee primeurs in Spanje.

Er bestaat een grote belangstelling in Spanje, zowel in de nationale regering als in de regionale regeringen, voor de staatsvorming die wij van 1970 af in België uitbouwen. Voor de eerste keer zijn er twee officiële feiten gebeurd in de geschiedenis van de zich regionaliserende Spaanse Staat. Ik zal niet meer commentaar geven. Iedereen poogt, volgens zijn mogelijkheden en zijn middelen, bepaalde doeleinden, zoniet idealen, vorm te geven. De geschiedenis zal ons allen beoordelen op de efficiëntie en de integriteit waarmee wij dat gedaan hebben.

M. de Wasseige me reproche, en ce qui concerne Bistel, une approche politique et limite l'utilisation du système à ce qu'il appelle la possibilité pour le gouvernement de s'informer de l'état de l'opinion publique.

C'est évidemment un peu court et cette critique traduit, en fait, l'approche d'un homme non progressiste mais extrêmement conservateur.

J'avais déjà été frappé par vos observations, monsieur de Wasseige, lors de la discussion en commission. Vous critiquez et limitez les fonctions du système, qui profite des progrès technologiques les plus avancés non seulement pour rendre plus efficace l'appareil de l'Etat et de ses administrations en général, mais aussi pour offrir — et c'est une des origines de Bistel — à des entreprises belges la possibilité de se développer dans des secteurs d'avenir.

Je vous rends attentif aux tâches déjà réalisées par Bistel.

Je réfuterai tout d'abord l'affirmation selon laquelle seul le gouvernement utilise cet instrument.

Vous trouvez dans le rapport de la commission des Finances la réponse à la question de savoir qui a accès à Bistel: «Y ont gratuitement accès les cabinets nationaux, les départements et les organismes d'intérêt public, ainsi que la presse écrite. Y ont accès, moyennant paiement, les organes législatifs, les Exécutifs des Communautés et des Régions, leurs départements et organismes d'intérêt public, les organes du pouvoir judiciaire, les partis politiques et les organisations sociales.»

Qui fournit les données à Bistel? A l'exception des informations fixes, toutes les données sont fournies par les «fournisseurs d'informations», à savoir: Belga, UPI, Reuter, AFP, INBEL, I.P.Sharp, le ministère de la Justice, CREDOC, CELEX, organisme de la Communauté européenne, et le Secrétariat permanent de recrutement.

Il est donc clair que les multiples tâches effectuées par Bistel ont trait aux informations qui se trouvent, non seulement dans les banques de données des agences de presse, mais aussi dans une série de banques de données qui, dans le passé, n'étaient accessibles qu'aux vrais spécialistes.

Nous avons développé un logiciel; nous avons donc placé un ordinateur devant l'ordinateur qui permet aux «non-initiés», aux fonctionnaires, aux responsables des partis politiques, des organisations sociales, de la presse, de consulter des banques de données dans un esprit de convivialité.

C'est là une des grandes tâches remplies par ce système qui permet, en outre, un fonctionnement beaucoup plus efficace, non seulement de l'Etat central, mais aussi des administrations. En outre, tous ces éléments sont mis à la disposition des Régions et des Communautés.

En conséquence, j'estime que les possibilités offertes par cet important investissement, qui a d'ailleurs profité également, et de manière équilibrée, à toute une série d'entreprises belges, doivent être étendues et rentabilisées davantage encore.

Il n'y a donc aucune opposition entre le développement d'un tel système informatique, toujours possible grâce aux incessants progrès techniques, et les problèmes de la presse écrite.

De heer Pataer heeft hier de desbetreffende cijfers geciteerd. Wij gaan inderdaad een serieuze besparing tot stand brengen in de directe steun aan de opiniepers. Ik bespeur de heer Pataer niet meer in dit halfroond. Ik vestig zijn aandacht erop dat wij reeds een grote selectiviteit hebben toegepast.

Bij koninklijk besluit van 31 december 1986 hebben wij het percentage voor de selectieve hulp opgedreven van 0,6 tot 0,75 pct. zodat dagbladen die selectieve hulp genieten nu meer hulp ontvangen. Het volstaat hiertoe de lijst, opgenomen in het verslag, te bekijken. Als men de cijfers voor 1986 nagaat, stelt men vast dat aan Nederlandse kant voor een krant als *De Morgen* de hulp 14 686 737 frank bedraagt. Voor grotere kranten is dat slechts de helft, of 7 438 731 frank.

Que reçoivent, monsieur de Wasseige, les quotidiens francophones? *La Cité* reçoit 9 434 896 francs; *Le Drapeau Rouge*, 7 622 896 francs; *La Wallonie*, 8 528 896 francs; *Le Journal et Indépendance-Le Peuple*, 9 434 896 francs; *La Dernière Heure*, *La Nouvelle Gazette*, *Vers l'Avenir*, *Le Courrier*, *l'Avenir du Luxembourg*, *Le Courrier de l'Escaut*, *La Libre Belgique*, *La Meuse-La Lanterne*, *Le Soir* et *l'Echo de la Bourse* reçoivent 2 061 931 francs. La sélectivité est donc une réalité.

De heer Pataer kan ik zeggen dat ik het advies gevraagd heb van de Unie van Belgische dagbladuitgevers — zulke beslissingen worden trouwens altijd genomen op basis van een advies van die vereniging — over volledige selectiviteit van de rechtstreekse hulp aan de opiniepers.

De heer Content. — Mijnheer de minister, u kan toch niet loochenen dat de katholieke pers en de liberale pers meer krijgen dan de socialistische pers.

De heer Martens, Eerste minister. — Aan Vlaamse kant klopt dat maar voor de Franstalige kranten is de situatie net omgekeerd.

Ik heb dus advies gevraagd aan de Unie van dagbladuitgevers over de precieze vraag betreffende de selectieve hulp aan de pers. Als gevolg van de goedkeuring van de wet op de handelsreclame op radio en televisie alsmede van de goedkeuring van het kabeldecreet in de Vlaamse Raad zal de mogelijkheid van handelsreclame op radio en televisie in het hele mediabeleid opnieuw moeten worden bekeken. Dat zal gebeuren in een werkgroep van de nationale regering en de Executieven van de Gemeenschappen. De conclusies van die werkgroep zullen de regering en de Executieven waarschijnlijk aanzetten tot het nemen van nieuwe beslissingen in het medialandschap.

Tot daar, mijnheer de Voorzitter, de essentiële antwoorden op de vragen die mij werden gesteld.

Er komt dus — zoals u kon vaststellen — beweging in de hulp aan de opiniepers. Voor de precieze antwoorden op de andere vragen die mij werden gesteld, verwijs ik naar het commissieverslag. Ik meen dat wij een grote inspanning hebben gedaan om zeer gedetailleerde antwoorden te geven. De begroting van de eigenlijke Diensten van de Eerste minister bedraagt in het totaal immers slechts 1 miljard. Indien voor andere begrotingen van veel grotere omvang een dergelijke gedetailleerde verantwoording zou worden gegeven aan het Parlement, dan zouden wij zeker op de goede weg zijn.

Ter herinnering citeer ik nog even de kredieten voor de sector Eerste minister voor het jaar 1987: lopende uitgaven, 1 128,3 miljoen; kapitaal-uitgaven: niet-gesplitste kredieten, 35,8 miljoen, ordonnanceringskredieten, 310 miljoen, en vastleggingskredieten, 147 miljoen.

Tot daar deze gedetailleerde verantwoording voor zeer beperkte kredieten en het antwoord op een aantal principiële vragen van beleid. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Luyten.

De heer Luyten. — Mijnheer de Voorzitter, ik wou even een historisch-geografische correctie aanbrenge.

De heer Ardanza die u, mijnheer de Eerste minister, had uitgenodigd, is uitgerekend de man, als ik het sarcastisch mag zeggen, die de helft van zijn stemmen verloor in Baskenland nadat uw foto daar op de muren had geprikt. U zal zich dat wel herinneren.

In Guernica, waar ik toen verbleef, was 50 000 man terwijl de heer Ardanza slechts 5 000 man bijeen kreeg. De bewuste Basken verwijten hem immers dat hij zich dergelijke rolletjes laat opdringen als Espagnol. Dit had onder meer het uiteenvallen van zijn partij tot gevolg. De heer Garaicoetchea, gewezen Eerste minister van Baskenland, haalde al de helft van de stemmen. Dit was de correctie die ik wilde aanbrenge.

M. le Président. — Mesdames, messieurs, plus personne ne demandant la parole dans la discussion des crédits «Secteur Premier ministre», je la déclare close.

Daar niemand meer het woord vraagt in de beraadslaging over de kredieten «Sector Eerste minister», verklaar ik ze voor gesloten.

Nous abordons maintenant la discussion des crédits «Secteur Politique scientifique».

Wij vatten nu de bespreking aan van de kredieten «Sector Wetenschapsbeleid».

La parole est à M. Antoine, rapporteur.

M. Antoine, rapporteur. — Monsieur le Président, au nom de la commission de l'Enseignement et de la Science, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport des budgets des Services du Premier ministre, pour les années budgétaires 1986 et 1987, en ce qui concerne la politique scientifique.

Bien que le montant en 1987 soit diminué de 2 milliards par rapport à 1986, la commission a noté avec satisfaction l'attention accrue que le gouvernement porte à la politique scientifique. Elle regrette cependant la présentation actuelle de ces budgets. En effet, il est difficile de se rendre exactement compte de l'ensemble de la politique scientifique puisque plusieurs budgets interviennent dans celle-ci.

Les commissaires ont cependant pris acte avec satisfaction des déclarations du Vice-Premier ministre, M. Verhofstadt, qui a annoncé, pour les prochaines années, le dépôt d'un budget intégré pour la politique scientifique. Cela facilitera le travail des commissaires, lors de l'examen de ces différents budgets.

Pour le restant, je me réfère au rapport écrit. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, ik nam op 26 maart 1985 voor het laatst het woord over het wetenschapsbeleid naar aanleiding van de bespreking van de begroting 1985. Wij behandelen thans de begrotingen voor 1986 en 1987 in een en dezelfde bespreking. Nochtans zijn ze allebei opgesteld door de huidige regering. Dit noopt mij ertoe te verklaren dat dit een verzuim is, een verzuim dat niet kan worden goedgekeurd.

Een ander verzuim is dat de minister van Wetenschapsbeleid niet de tijd vindt om voor een keer in die twee jaar de bespreking van zijn begrotingen in de openbare vergadering bij te wonen. Dit is het dieptepunt in de relatie tussen regering en Parlement.

De verontschuldiging van de minister is er geen. Ik weet dat hij is opgehouden door een vergadering van het overlegcomité, waar wordt «geprutst» aan bedragen die later door bijbladen bij de begroting, die wij nu bespreken, zullen worden gewijzigd. Ik hoop, mijnheer de staatssecretaris, dat u zo vriendelijk zal zijn, mijn opmerkingen aan de minister over te zenden.

Ik zal mijn uiteenzetting van 1985 niet herhalen. Het is echter van belang, even de drie punten aan te stippen.

Ik had mij afgevraagd wat de plaats moet zijn van het wetenschapsbeleid in de structuur van de regering. U herinnert zich dat ik mij toen richtte tot minister Maystadt, in de vorige regering belast met het wetenschapsbeleid. De huidige regering heeft aan die structuur een andere vorm gegeven. Het Parlement moet oordelen of dit een vooruitgang is.

Ik sprak over de verhouding tussen het Parlement en het wetenschapsbeleid en eveneens over de houding van onze fractie ten opzichte van het meerjarenplan dat een soort inhaalplan diende te zijn om, in vergelijking met andere landen, onze achterstand inzake de bijdrage tot het wetenschappelijk onderzoek in te halen. Het meerjarenplan ontstond ingevolge artikel 82 in de herstellwet van 31 juli 1984. Ik kom er later wellicht op terug.

Met mijn ervaring als lid van de raadgevende vergadering van de Raad van Europa en als lid van de parlementaire vergadering van de Westeuropese Unie wens ik het belang van de commissie op *Science and Technology* te wijzen. In alle Westeuropese en andere ontwikkelde landen zoals de Verenigde Staten, is die commissie — de structuur verschilt naargelang de omstandigheden — met reden een van de belangrijkste en meest actieve commissies van het Parlement. In onze Senaat draagt die commissie de naam «Onderwijs en Wetenschap». Volgens het tempo waarin wij thans werken, hebben wij om de twee jaar de gelegenheid om gedurende twee of drie uur een dialoog aan te gaan met de minister en de staatssecretaris van Wetenschapsbeleid. Wij zijn ons niet bewust van de achterstand die wij op dat vlak hebben.

Ik vestig de aandacht van de collega's op een studiedag die door de leden van het Waalse Gewest in de marge van de activiteiten rond *Flanders Technology* wordt gehouden en waar precies over dit onderwerp zal worden gehandeld. Twee prominenten, een Nederlander, de heer Smit, en een Franstalige Belg, mevrouw Warrant, zullen er het woord voeren. Ik zou het op prijs stellen indien velen daar eventjes een kijkje zouden nemen.

Begeleiding en dialoog inzake wetenschap en technologie vanuit het Parlement zijn van het allergrootste belang. Indien programma's inzake wetenschappelijk onderzoek enige betekenis willen hebben, moeten ze worden losgemaakt van ideologische of toevallige meerderheden, die substantieel en onvermijdelijk zijn bij regeringen. Het wetenschappelijk beleid zou met kennis van zaken — dat is geen eenvoudige aangelegenheid — moeten worden ondersteund, niet uitsluitend ten behoeve van de uitvoerende macht door de administratie, maar ook door een kern van parlementsleden. Of het een commissie moet zijn in Kamer en Senaat, of een gemengde commissie, of een commissie aangevuld met deskundigen, is een zaak waarover wij dringend met mekaar moeten spreken.

Ik betreurt dat de heer Seeuws hier vandaag niet aanwezig is. Hij heeft een voorstel geïntroduceerd dat gekopieerd is op wat in de *Assemblée Nationale* van de Franse republiek is gebeurd. Ik heb het voorrecht de heer Passinet te kennen die dat initiatief indertijd in de *Assemblée Nationale* heeft genomen. Men heeft daar enige ervaring opgedaan. Wij kunnen de betrokken personen ertoe uitnodigen in een overleg na te gaan wat wij kunnen doen. Ikzelf zal waarschijnlijk hier geen tien jaar meer het woord voeren. Wellicht brengen politieke omstandigheden met zich dat ik niet meer zo dikwijls het woord zal nemen. Ik ben hier echter lang geweest en heb mij steeds voor dit onderwerp geïnteresseerd. Het is vijf voor twaalf. De zaak van technologie en wetenschap moet deskundig worden behandeld.

Vanuit het Parlement naar de uitvoerende macht moet een zekere continuïteit bestaan.

Er is echter een gebrek aan continuïteit en ik zal het aantonen. De minister heeft in de commissie gezegd dat de klemtoon in zijn beleid zal worden verschoven van het toegepast wetenschappelijk onderzoek, dat al te zeer door de bedrijven wordt aangewend als een soort hulp aan de industrie *tout court*, naar het fundamenteel onderzoek.

Welnu, wetenschappelijk onderzoek kwalificeren als toegepast of fundamenteel is een *contradictio in terminis*. Ofwel is het wetenschappelijk onderzoek, ofwel is het produktontwikkeling. Ik kan me niet voorstellen dat wetenschappelijk onderzoek niet fundamenteel zou zijn.

De moeilijkheid die de nationale regering ondervindt met die verschuiving van toegepast naar fundamenteel onderzoek wordt veroorzaakt door de zoveelste anomalie in onze staatsstructuur. Het toegepast wetenschappelijk onderzoek komt toe aan de Gewesten en de Gemeenschappen, ook op het industriële vlak, daar waar het fundamentele onderzoek aan de nationale overheid toekomt. Als er een grote noodzaak bestaat om bij een beperking van de middelen een verschuiving te doen van toegepast wetenschappelijk onderzoek naar fundamenteel wetenschappelijk onderzoek, dan zit daar bijgevolg een addertje onder het gras.

Ik ben niet erg gelukkig met dit onderscheid, maar aangezien het wordt gehanteerd, zal mijn mening daaraan niet veel veranderen. Hierover mag echter geen misverstand bestaan. Ik heb waardering voor valabel wetenschappelijk onderzoek en ik wens het samen met u allen aan te moedigen, op een verantwoorde wijze. Of het door sommigen fundamenteel onderzoek wordt genoemd en betaald wordt uit de nationale pot, of door anderen toegepast wetenschappelijk onderzoek wordt geheten en betaald *à la tête du client* door Gewesten en Gemeenschappen, enerzijds, of door de nationale regering, anderzijds, laat ik in het midden.

Als de staatssecretaris zijn begroting wil openslaan en de pagina's 83 en 84 bekijken, waarop ik ook de aandacht van de commissarissen heb gevestigd, ziet hij drie kolommen, respectievelijk voor 1985, 1986 en 1987. Men merkt daar een soort historische verschuiving die er is gekomen zodra de heer Verhofstadt is gaan deel uitmaken van de regering. Er zijn begrotingsposten in de kolom 1985 die niet meer voorkomen in 1986 of 1987; andere begrotingsposten duiken op in 1986 en worden verstevigd in 1987. Dit heeft te maken met de zogenoemde heroriëntering van het fundamenteel naar het toegepast wetenschappelijk onderzoek. Eigenlijk is dit het onttrekken van middelen aan Gewesten en Gemeenschappen.

Wij kunnen de minister gedeeltelijk volgen wanneer hij zegt dat dit is gebeurd omdat sommen bestemd voor toegepast wetenschappelijk onderzoek, veelal door de bedrijven die daarvan de beneficianten waren, samen met tegemoetkomingen van andere departementen werden gebruikt om hun exploitatie in evenwicht te houden. Deze bedragen konden dus worden beschouwd als een soort steun aan de nijverheid. Men wil echter afstappen van dit systeem en overgaan naar een betere formule door ondersteunende maatregelen langs fiscale weg.

Op pagina 6 van het voortreffelijke verslag van de heer Antoine vinden wij de aankondiging van een ontwerp van wet tot bevordering van de modernisering van de economie door matiging van winstdelende bezoldigingen enzovoort, precies om langs fiscale weg niet alleen de grote, maar ook de kleine en middelgrote bedrijven toe te laten toegepast wetenschappelijk onderzoek te induceren. Waar blijft dit ontwerp? Wacht de regering tot ze een beslissing heeft genomen omtrent het RTT-contract omdat wat in dit portje te sudderen staat, volkomen in strijd is met de algemene oriëntering die zou worden onderbouwd door dit wetsontwerp?

Dit geldt ook voor EUREKA, een Frans initiatief dat essentieel tot doel heeft op Europees vlak competente bedrijven met elkaar in contact te brengen voor het ontwikkelen van nieuwe producten en het opzetten van onderzoek naar nieuwe toepassingen.

Eigenaardig genoeg — en de minister zegt dat het hem verheugt, maar het is weer eens in tegenspraak met zijn ideologisch uitgangspunt — heeft België daarvan opnieuw een lokettenpolitiek gemaakt. Bij mijn weten participeren de andere landen in EUREKA op basis van het concept zelf: het samenbrengen van industrieën. Onze industrieën willen dit wel doen, maar dan op voorwaarde dat de Staat er nog eens 250 miljoen tegen aangooit.

Wij hebben de lijst van geïnteresseerde industrieën ingekeken. Er zijn vooral de gekende abonnees die zich vriendelijk melden telkens als er een loket wordt geopend en die dank zij hun goede relaties altijd tot op zekere hoogte worden bediend. Ik geef maar aan dat die verschuivingen voor een deel tot de theorie blijven behoren.

De minister kan antwoorden dat dit nu eenmaal de wet van de traagheid is. Als er een goed concept is om iets te veranderen, moet een minister de tijd krijgen om iedereen ervan te overtuigen dat zijn veranderingen kunnen slagen. Hij zou echter dit wetsontwerp kunnen indienen. Waarom aarzelt hij? Wat scheelt eraan? Is de regering het niet eens over dit wetsontwerp?

Nog enkele woorden over Airbus. Ik zou daarover lang kunnen uitweiden maar ik ga dit niet doen. Mijn jongste briefwisseling met de minister over dit onderwerp dateert van februari 1986. Ik wijs erop met grote nadruk dat ik nog een dossier achter de hand houdt over de staatstussenkomsten in Airbus en Bel-Airbus. Dat zijn formidabele bedragen.

Als men op het niveau van de regering met betrekking tot de RTT, beslissingen neemt die tot gevolg hebben dat de performante telecommunicatie-industrieën die in het noorden van ons land zijn gevestigd, zwaar gehandicapt worden, dan publiceer ik diezelfde dag dat dossier. Het zal dan wellicht niet in Keulen donderen, maar het zal toch wel een zeker gerucht maken.

Men praat met betrekking tot het RTT-dossier immers altijd over de marktprijs, de wereldprijs, de industriële prijs of de bijkomende prijs om nieuwe R en D-kosten te dekken die niet aan de produktie van de bestellingen zijn gekoppeld, maar die moeten dienen om bedrijven die tot nu toe geen taak hebben in de telecommunicatie, de gelegenheid te geven om zich in die club in te schakelen. Dat allemaal met op de achtergrond de officiële regeringspolitiek die wil dat men geen toegepast wetenschappelijk onderzoek moet subsidiëren, maar dat dit moet gebeuren langs de fiscale wet.

Ik ga nu niet spreken over de techniek aangewend tussen Airbus of Bel-Airbus. Iedereen zal wel willen aannemen dat dit binnen mijn kracht ligt als ik daarvoor de nodige tijd zou uittrekken. Ik wil het volgende zeggen.

De produktiekosten van de Belgische participanten in Airbus liggen dusdanig hoog en worden uitgesplitst in allelei geleerde en goed gevonden onderdelen, dat België in feite aan Airbus-Frankrijk die onderdelen niet kan leveren. België levert die onderdelen tegen de prijs die Airbus-Frankrijk daarvoor wil betalen. Het verschil wordt op een intelligente manier langs meerdere kanalen, die men op vele begrotingen moet naspeuren, aan Bel-Airbus overgemaakt. Dat heeft zodanig op de zenuwen gewerkt van de Vlaamse regio en van degenen die zich in Vlaanderen bekwaam achten om iets te presteren op het terrein van de vliegtuigbouw en de technologie die daarbij te pas komt, dat men heeft ingezien dat Bel-Airbus moet worden geherstructureerd. Die herstructurering is bezig sedert 1985. Mijn vraag is hoever men daarmede staat.

Moet men eerst nog al dat geld versluizen voordat er in de raad van bestuur, zoals was afgesproken, drie Vlamingen, drie Walen en één Brusselaar komen, waardoor de toestanden waarschijnlijk een heel ander beeld zullen opleveren dan dit tot nu toe het geval was. Daarop moet een antwoord komen.

In elk geval, indien men in verband met het RTT-contract een houding zou aannemen die destructief is voor de Vlaamse telecommunicatie-industrie — ik bezweer de regering mij die uitdaging niet toe te spelen — dan zal de zaak van Airbus en van Bel-Airbus volledige openheid krijgen.

Mijnheer de Voorzitter, ik wil nog enkele vragen stellen tot besluit van mijn uiteenzetting.

Mijn eerste vraag gaat over het Geens-akkoord of het zogenaamde Catharina-akkoord dat gesloten werd op het einde van vorig jaar. Daarin zit een pakket wetenschappelijk onderzoek met een overdracht van middelen naar de instellingen voor toegepast wetenschappelijk onderzoek, enerzijds, en de overdracht van het Studiecentrum voor kernenergie, anderzijds. Tot op 30 april was noch het ene, noch het andere geregeld.

De voorzitter van de Vlaamse Executieve heeft op die dag in de Vlaamse Raad geantwoord op de interpellaties van twee leden van die raad en aangekondigd dat het ene en het andere zou worden geregeld in het overlegcomité: de kwestie van de wetenschappelijke instellingen in de vergadering van gisteren en de kwestie van het probleem van het Centrum voor kernenergie in de vergadering van vandaag. Ik wens van de staatssecretaris te vernemen wat de conclusies zijn van dit beraad en of het desbetreffend akkoord uitwerking heeft gekregen.

Ik wens ook van de staatssecretaris te vernemen wat er gebeurd is met de vijftig miljoen voor BTK-projecten aan de universiteiten. Dit geld wordt gebruikt om het aandeel van de promotoren in de loonlast naar rata van 10 pct. te compenseren. Aan welke programma's wordt dit geld besteed? Hoe werd het verdeeld over de Nederlandstalige en de Franstalige universiteiten? Daarover heb ik zorgen. Bestaat er bij de toekenning van de bedragen een adviescomité en hoe is dat eventueel samengesteld?

Tenslotte wil ik bij de staatssecretaris erop aandringen dat hij de Nationale Raad voor wetenschapsbeleid opnieuw zou vervullen. In deze raad moet er immers een groot aantal nieuwe mandaten worden toegekend. De amputatie die men vandaag kan opmerken in deze raad, is helemaal niet gunstig voor de gemeenschap die ik de eer heb te vertegenwoordigen. Het zou mij genoeg doen te vernemen welke maatregelen de staatssecretaris reeds heeft genomen of binnen welke termijn hij dit zal doen. (*Applaus op verschillende banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Mouton.

M. Mouton. — Monsieur le Président, chers collègues, c'est sans doute un lieu commun de répéter combien nous fondons nos espoirs sur les technologies du futur pour nous dégager de la grisaille d'une conjoncture économique pourrie par les fermetures d'entreprises et les pertes d'emplois en cascade, par la réapparition de la pauvreté, par l'inadéquation d'un système éducatif qui reflète trop l'affrontement d'idéologies partisans...

J'ai maintes fois dénoncé, à cette tribune, l'inconscience de la politique menée à l'Education nationale par une équipe qui n'a pas, jusqu'à présent, de projet éducatif crédible.

Educatif, certainement pas; répressif, oui, car l'austérité au petit pied a brimé la communauté éducative belge. Etudiants, parents et enseignants sont convaincus du mauvais sort qui leur est fait depuis six ans. Comment pourrait-on, dès lors, légitimement espérer une moisson de chercheurs si, au départ, nos étudiants n'ont pas la garantie d'obtenir la formation de base adéquate? Ce qui m'a le plus frappé, en écoutant l'exposé du ministre de la Politique scientifique, c'est son décalage par rapport aux réalités.

Il nous a présenté un discours d'autosatisfaction, à croire que tout va pour le mieux dans le monde de la recherche scientifique de ce pays.

En 1983, le précédent ministre chargé du Budget et de la Politique scientifique, M. Maystadt, avait, en quelque sorte, remis les pendules à l'heure. Partant du constat que la Belgique était la lanterne rouge de l'Europe en matière de moyens budgétaires accordés au financement de la recherche scientifique, M. Maystadt avait élaboré un plan de cinq ans pour tenter de rejoindre le pinacle des nations les plus avancées. A croire que les problèmes se sont évanouis et que tout a été réglé par un coup de baguette magique!

Superflu, le plan de rattrapage quinquennal de M. Maystadt, plan qui avait cependant réjoui tous les chercheurs de ce pays, car il mettait enfin un point d'arrêt à la dégringolade des crédits de la recherche observée depuis 1981.

Dépassées les critiques des plus hautes autorités scientifiques de ce pays qui, toutes opinions philosophiques et politiques confondues, du recteur de l'UCL à celui de l'ULB, en passant par ceux des universités de Liège et de Mons, avaient crié à l'assassinat de la recherche fondamentale.

Inutile désormais le rapport du Conseil national de la politique scientifique, qui attirait l'attention des responsables politiques, sur l'impérieuse nécessité de redresser la dangereuse tendance à la baisse enregistrée par les crédits accordés à la recherche.

Tel un *deus ex machina*, M. Verhofstadt est apparu pour nous dire que tout allait bien.

A en croire M. Verhofstadt, la recherche fondamentale fait l'objet de toutes les sollicitudes gouvernementales; elle serait, en 1987, l'unique souci du ministre de la Recherche scientifique. L'effort budgétaire consenti en sa faveur serait très important et cet effort serait rendu possible par le fait que, dorénavant, le financement de la recherche scientifique appliquée ressortirait essentiellement d'un apport du privé qui, selon la formule ministérielle, «doit être le garant de la recherche appliquée». Ainsi donc en a décidé le ministre de la Recherche scientifique.

Permettez-moi de dire que M. Verhofstadt nage dans l'irréalisme total. Il n'a pourtant pas la réputation d'être un doux rêveur. Il s'est fait, au contraire, une renommée d'homme qui sait ce qu'un budget veut dire. Et pourtant, obsédé de plus en plus par la rigueur budgétaire, il finit, je le crains, par prendre ses désirs pour la réalité.

Il oublie qu'il est en Belgique et non aux USA ou en Angleterre. Si c'est son droit de rêver de privatisation, il ne pourra pas l'imposer tout seul, même si tel est son bon plaisir.

Je reviendrai plus tard sur les stimulants fiscaux préconisés pour inciter le privé à investir dans la recherche, mais je voudrais reparler un instant de la recherche fondamentale et des cadeaux somptueux qu'on prétend lui faire. M. Verhofstadt est heureusement servi par le manque de clarté des chiffres du budget qu'il nous présente, ce qui ne facilite pas la tâche des parlementaires chargés de le contrôler. Cela fait des années que nous plaidons pour plus de clarté en ce qui concerne le budget de la Politique scientifique, des années que tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il faudrait remédier à cette situation, et cela fait des années que rien ne bouge. Le ministre le reconnaît implicitement, lorsqu'il plaide pour un budget de Politique scientifique intégré.

Ces constatations m'amènent à répéter qu'il est de plus en plus difficile de voir clair dans la manière dont les crédits sont distribués, et cela d'autant plus qu'au manque de clarté s'ajoutent des «tripotages» qui compliquent encore davantage le panorama. Je ne prendrai comme exemple que les sommes attribuées au Fonds spécial pour la recherche dans les universités, dernier vestige de feu le plan Maystadt déjà cité.

Il était prévu une inscription budgétaire de 300 millions en 1985 et le même montant en 1986. En 1987, ce sont quelque 330 millions qui sont prévus. Jusque-là, les choses sont simples, mais il faut savoir que les crédits pour 1985 n'ayant pas pu être payés intégralement, les 75 millions manquants seront ou — peut-être vaut-il mieux, au vu de ce qui se passe, utiliser le conditionnel — seraient versés en 1987, ce qui porterait le

crédit du Fonds spécial pour la recherche universitaire à 405 millions. Mais, finalement, le crédit prévu sur ce budget s'élève à 455 millions, car il faut encore ajouter 50 millions pour financer la contribution de 10 p.c. des employeurs aux projets CST accordés pour la recherche universitaire. Si j'ai choisi cet exemple, c'est parce que, tout en étant encore compréhensible, il illustre bien la confusion des budgets qui nous sont présentés.

Comment, dans ces conditions, comparer l'évolution budgétaire d'une année à l'autre? C'est tout à fait impossible.

Malgré ce flou, et peut-être même à cause de lui, je peux vous dire ma conviction profonde que rien n'est changé en ce qui concerne la recherche fondamentale et que les déclarations selon lesquelles les moyens disponibles doivent être orientés en priorité vers la recherche fondamentale ne dépassent pas le stade de déclarations d'intention, polies, certes, mais peu coûteuses.

J'en viens maintenant à la recherche appliquée et au credo tendant à remplacer le financement public par le financement privé.

Les aides fiscales font partie de l'air du temps, alors que les aides directes ont un petit air rétro. En néo-libéral qui se respecte, M. Verhofstadt a choisi, sans l'ombre d'une hésitation, de faire de ces aides fiscales les arcs-boutants de sa politique scientifique. Hors cette solution, point de salut! C'est pour lui l'unique manière d'arriver à consacrer 2 p.c. du PNB à la recherche scientifique.

Mais comment imaginer de faire supporter par les seules entreprises privées le poids de la recherche appliquée? Pour arriver au résultat escompté, il faudrait une augmentation de quelque 75 p.c. des dépenses de recherche des entreprises, soit un effort de l'ordre de 35 milliards de francs par an. Non seulement, les entreprises ne le peuvent pas, mais elles ne le veulent pas.

Pour nous, socialistes, les aides fiscales à la recherche ne sont rien d'autre que de la poudre aux yeux.

En outre, sous des dehors anodins, la volonté du ministre de remplacer les aides directes par des aides fiscales masque une perspective communautaire qui n'est pas innocente. En effet, vu la situation différente des entreprises au Nord et au Sud du pays, il y a tout lieu de croire que cette proposition entraînera un nouveau traitement de faveur pour la Flandre. Par ailleurs, cette solution privilégie les sociétés qui ont un bénéfice imposable suffisant.

Quoi qu'il en soit, à supposer même que ce choix puisse être valable, il ne serait pas opérationnel à court terme. Or, nous discutons ici du budget de 1987. C'est pourquoi je plaiderai pour plus de réalisme.

Sans qu'on puisse douter de la sincérité de M. Verhofstadt, il n'est pas raisonnablement possible de se persuader que ces appâts fiscaux vont permettre, à eux seuls, de financer la recherche appliquée.

Je pense notamment au passage de 20 à 25 p.c. de la déduction d'intérêts pour les investissements axés sur la recherche scientifique, à l'immunisation pour le personnel affecté à la recherche, dont l'effet incitatif serait pratiquement nul, ou encore aux différentes formules imaginées dans l'arrêté royal n° 48 du 22 juin 1982 et qui n'ont pas, à ma connaissance, eu un impact significatif.

Quant aux avantages considérables — mais qui peuvent se justifier — accordés au label « société novatrice », on ne peut pas dire non plus qu'ils aient fait recette. Si mes chiffres sont exacts, en juin 1986, 114 sociétés avaient demandé ce statut et 29 l'avaient reçu, dont 7 seulement en Wallonie et 3 à Bruxelles, les 19 autres se situant en Flandre.

Quant aux centres de coordination, autre gadget de votre gouvernement, c'est la bouteille à encre; peu d'informations filtrent à ce sujet et il est dès lors malaisé, voire impossible, de se faire une idée.

Evelyn Lentzen concluait, dans le numéro 1122 du *Courrier hebdomadaire* du CRISP, que la création des centres de coordination, tant souhaitée par la FEB, constitue une manière détournée pour le gouvernement national de s'arroger une certaine maîtrise sur les compétences qui, en matière d'expansion économique, ont été largement transférées aux Régions.

Les zones d'emploi créées en 1982 n'ont pas donné des résultats beaucoup plus encourageants et la formule — dont Bruxelles est exclue — semble avoir plus séduit la Flandre que la Wallonie. Les critères stricts imposés par la CEE ont sans doute découragé plus d'un entrepreneur.

En tout cas, ce ne sont pas les régimes fiscaux applicables à ceux-ci qui changeront en quoi que ce soit le niveau de la dépense de ce pays en matière de recherche. Comment — toujours selon Evelyn Lentzen — obtenir plus de retombées extra-fiscales d'entreprises qui, comme celles du secteur de l'électricité, bénéficient déjà, dans une mesure importante et depuis de longues années, d'avantages fiscaux non négligeables?

Enfin, pour ne pas donner à mon exposé un connotation uniquement négative, je vous dirai que j'approuve la mesure de déduction des dons à des entreprises scientifiques, au bénéfice des particuliers ou des entreprises.

Je ne crois pas, pourtant, que c'est par ce biais qu'on arrivera à trouver les 35 milliards nécessaires.

Je terminerai cette partie consacrée à l'aide fiscale à la recherche par deux constatations.

Tout d'abord, je rappelle, comme je l'ai fait pour les centres de coordination, les implications régionales d'un choix tel que celui que vous préconisez, qui vide de leur contenu les lois d'août 1980 sur la régionalisation. Je m'explique: l'aide directe aux entreprises en dehors des cinq secteurs nationaux relève de la compétence des Régions alors que l'aide fiscale relève des compétences nationales. Comme quoi rien n'est jamais innocent! Par le biais de l'aide fiscale, on assiste à une tentative supplémentaire de renationalisation.

La deuxième constatation sera aussi ma conclusion en ce qui concerne cette partie. En prônant l'aide fiscale, M. Verhofstadt veut apparaître comme un puriste du néo-libéralisme. Cependant, les Américains, les Japonais et les Allemands ne sont plus très partisans de la formule de l'aide fiscale. Le Congrès, à Washington, a déjà décidé de supprimer toute une série de mesures qui allaient dans ce sens et l'Allemagne et le Japon préparent des projets similaires.

Enfin, je voudrais ajouter encore quelques considérations relatives à la politique en matière de participation à des programmes internationaux de recherche. M. Verhofstadt prône une « participation maximale à ces programmes internationaux, principalement aux programmes européens ». Loin de moi l'idée de critiquer le choix de privilégier la recherche européenne car il est vrai que, pour un pays de la dimension du nôtre, il est vital de gagner une plus grande audience internationale en cette matière.

Je suis cependant inquiet de l'importance du budget consacré à cette recherche: 40 p.c. du budget de cette année selon les déclarations de M. Verhofstadt, et il nous annonce une augmentation importante de celui-ci dans les années à venir.

Mes inquiétudes pourraient déjà être largement apaisées s'il était possible d'obtenir une meilleure information sur l'utilisation de ces sommes importantes et sur leurs retombées pour notre économie. Je sais qu'il est parfois difficile de connaître quel est le « retour » que nous obtiendrons de notre participation à de tels programmes, parce que c'est difficilement quantifiable, et parce que les retours s'échelonnent souvent sur plusieurs années.

Ce qui me frappe, c'est l'absence absolue de possibilité de contrôle sur les dépenses en cette matière. C'est le fait du prince, un point c'est tout. J'insiste donc pour qu'un effort soit fait pour plus de transparence, pour une meilleure information en ce domaine-là aussi.

J'estime qu'il est tout à fait inadmissible que les ministres se contentent depuis des années de répondre que les analyses prouvent que les retombées pour notre industrie sont importantes. Dans ce domaine, comme dans d'autres, le gouvernement trompe le Parlement et, avec lui, l'opinion publique.

Avant d'en terminer, je voudrais encore poser deux questions en relation avec l'application des lois d'août 1980 sur la réforme de l'Etat. La première question est en rapport avec notre participation aux actions de recherche européenne. Il est fait, notamment, beaucoup de cas du projet EUREKA pour lequel des crédits importants sont prévus, auxquels s'ajoutent des crédits spéciaux pour l'installation du secrétariat à Bruxelles. Mais n'oublie-t-on pas que les compétences d'EUREKA dépendent plus de la Région que du ministre national?

Enfin — et je terminerai par là —, j'ai l'impression que M. Verhofstadt a passé trop rapidement sur l'exécution des accords de la Sainte-Catherine. Il donne l'impression qu'il n'y a pas de problème et que ces accords

seront exécutés tels que prévus. J'ai pourtant cru comprendre qu'il y avait quelques difficultés — notamment en ce qui concerne le centre de Mol — et que tous les membres du gouvernement ne partageaient pas le bel optimisme de M. Verhofstadt. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, in de regering blijken cijfers optimistisch te worden geïnterpreteerd, ook wat het wetenschapsbeleid betreft.

In zijn inleidende uiteenzetting over het wetenschapsbeleid stelt minister Verhofstadt dat de middelen beschikbaar voor het wetenschapsbeleid van de begroting van de Eerste minister voor 1987 stijgen. Hij rondt die stijging af naar boven, namelijk 600 miljoen Belgische frank, dan wanneer het feitelijk om 549 miljoen gaat, terwijl hij beweert dat het totale functionele begrotingsprogramma voor het wetenschapsbeleid nagenoeg hetzelfde bedraagt als in 1986; maar dat is dan 304,674 miljoen minder.

De stijging van de begroting van het Wetenschapsbeleid bij de Eerste minister wordt dus benadrukt, terwijl de daling van de totale begroting voor Wetenschapsbeleid als onbelangrijk wordt beschouwd. Zeer objectief is dat niet. Als men de cijfers nagaat voor de negentien departementen waar een deel van de begroting aan Wetenschapsbeleid wordt besteed, ziet men dat de kredieten in tien gevallen zijn verminderd, in twee gevallen dezelfde zijn gebleven en slechts in zeven gevallen zijn gestegen.

Op die manier zal België zijn achterstand qua wetenschappelijk onderzoek ten opzichte van de andere landen zeker niet inhalen, wat nochtans de bedoeling was van het zogenoemde plan-Maystadt. Die hoop is al lang vervlogen! Dat het wetenschappelijk onderzoek in het ene departement wel en in het andere niet wordt bevorderd, wijst erop hoe zeer er gebrek is aan coördinatie en hoe zeer het hoogst noodzakelijk is, al was het ook maar omdat het logischer en efficiënter zou zijn, dat één geïntegreerde begroting voor Wetenschapsbeleid zou tot stand komen. Minister Verhofstadt erkende trouwens in de commissie voor het Onderwijs en het Wetenschapsbeleid dat « een functionele en geïntegreerde begroting verkieslijk zou zijn boven de huidige toestand ». Verder verklaarde de minister dat het feit dat zulks niet snel gaat « te wijten is aan de moeilijkheid om een herverdeling van de bevoegdheden ingang te doen vinden. Men zal moeten wachten op de vorming van een nieuwe regering om een reële hervorming door te voeren ». Wij hopen dus, en dat is ook nog om vele andere redenen, dat die nieuwe regering er spoedig zal komen.

Wat nu de sector Wetenschapsbeleid in de begroting van de Diensten van de Eerste minister betreft, voor 1987, onderscheidt de minister vier grote gebieden. Het eerste gebied betreft het fundamenteel onderzoek. Hierin worden drie trappen onderscheiden: ten eerste, de onderzoeksfondsen, waarmee naast het Nationaal Fonds voor wetenschappelijk onderzoek, het Fonds voor geneeskundig onderzoek en het Fonds voor collectief fundamenteel onderzoek, ook speciale fondsen voor onderzoek in de universiteiten worden gefinancierd. Dit is functie 01.1.

Op deze post is 50 miljoen ingeschreven voor de financiering van de 10 pct werkgeversbijdragen voor BTK-projecten voor universitaire navorsing. Hieruit blijkt dat BTK-projecten aan de universiteiten opnieuw van start zullen kunnen gaan. Ik vermoed dat dit met het akkoord is van de minister van Tewerkstelling en Arbeid, die de projecten moet aanvaarden. Hoe zullen diens diensten echter kunnen oordelen over de wetenschappelijke waarde van een project? Bestaat het risico niet dat projecten worden geweigerd? Wat heeft men aan een tegemoetkoming wat de werkgeversbijdrage betreft, indien projecten niet worden goedgekeurd?

Wat die speciale fondsen voor onderzoek in de universiteiten betreft, die functie vinden we als 01.17, op pagina 63 van de begroting, als onderdeel van sectie 53/2 terug; die sectie 53/2 heeft als titel: « Bevordering van onderzoeken op het gebied van de fundamentele wetenschappen in disciplines van uitzonderlijk belang voor de economie en de maatschappij ».

Hier wordt dus de nadruk gelegd op de economie. Hoe zal de verhouding liggen? Hoeveel procent van de kredieten zullen naar economisch gericht onderzoek gaan, hoeveel zullen aan « maatschappelijk » — wat zeer ruim is — gericht onderzoek worden besteed? Kan de minister hierop antwoorden?

Onder hetzelfde hoofd 53/2 komen ook de onderling overlegde onderzoekacties voor, dat is in de uiteenzetting van de minister, de tweede trap in het fundamenteel onderzoek. Daar krijgen we onder artikel 01.02, pagina 63, wat meer uitleg bij: het zijn « Regeringsinitiatieven voor onderling overlegde onderzoeksprogramma's in de fundamentele wetenschappen en voor wetenschappelijke werkzaamheden van openbare dienst, in het kader van een nationaal programma betreffende enkele gebieden die van buitengewoon belang zijn voor de wetenschappelijke, culturele, economische en sociale ontwikkeling van het land. »

Het is dus de regering die beslist. Op grond van welke criteria? Hoe wordt er verdeeld tussen de universiteiten en tussen de faculteiten? Mogen geen initiatieven uitgaan van de faculteiten en/of van de universiteiten zelf? Welk procent zal respectievelijk worden toegekend aan de wetenschappelijke, de culturele, de economische en de sociale sector?

De derde trap in het fundamenteel onderzoek omvat de universitaire, spits technologische attractiepolen, de USAP's.

Volgens de tekst van minister Verhofstadt is 200 miljoen hiervoor in de begroting ingeschreven. Waar is die 200 miljoen in de begroting te vinden? Ook onder sectie 53/2? Men zou het kunnen denken, vermits als commentaar bij 53/2 het volgende te lezen is: « Stimulering van excellente wetenschappelijke ploegen in domeinen die bijzonder belangrijk zijn voor de voortgang van de kennis en voor hun potentiële toepassingen op middellange en lange termijn, in het bijzonder in de vorm van geconcentreerde acties tussen Staat en de universitaire instellingen. » Maar het is me dan niet duidelijk of die 200 miljoen hoort bij artikel 01.02 of bij artikel 01.07.

Wat de USAP's betreft, is me verder niet duidelijk welke de twaalf onderzoeksteams zijn waarover sprake is in het verslag op pagina 10.

De minister had in zijn uiteenzetting gezegd dat de zes volledige universiteiten, de centra van de Nobelprijswinnaars Deduve-Prigogine, de laboratoria van Vanden Berghe en Van Montagu, de drie Antwerpse universitaire instellingen samen en de *Faculté Notre-Dame de la Paix* van Namen zullen worden gesubsidieerd.

Dat zijn er ook twaalf, maar daar waar één labo als onderzoeksteam kan worden beschouwd, is dat zeker niet het geval met een volledige universiteit. Kan ik hierover meer uitleg verkrijgen?

Bij het slot van de voorstellen aangaande het basisonderzoek wordt meegedeeld dat 50 miljoen zal worden besteed aan de valorisatie van dat onderzoek, in de vorm van renteloze leningen. Dat is toch zeer weinig als men ziet dat die ter beschikking zullen worden gesteld, én van de universiteiten, én van de wetenschappelijke instellingen van de Staat, én van de industriële hogescholen!

Op 2 april jongstleden verscheen in het *Staatsblad* dat koninklijk besluit, van 23 februari 1987, tot valorisatie van het fundamenteel wetenschappelijk onderzoek. De eerste paragraaf van het verslag aan de Koning is schokkerend. Ik lees voor: « Samenwerking tussen bedrijfsleven en onderzoekswereld is alsmaar meer onmisbaar voor de economische ontwikkeling. Dergelijke samenwerking biedt het bedrijfsleven immers de kans om bij te blijven inzake de technische ontwikkeling, profijt te trekken van de vindingen die worden gedaan in universiteitslaboratoria en te steunen op een uitstekende wetenschappelijke vak kennis. Deze samenwerking stelt de universiteiten anderzijds in staat in te spelen op de reële noden van de economie en, door middel van contracten met de bedrijven, onderzoek te verrichten dat bijdraagt tot het versterken van hun potentieel. »

Het profijt van de ondernemingen, daartoe dient het wetenschappelijk onderzoek. Dat is de geest van het zogenaamde wetenschapsbeleid!

Een tweede gebied waaraan de regering veel belang hecht is de heroriëntering van de impulsprogramma's, die zich nu meer dan voorheen op het fundamenteel onderzoek zullen richten.

Die programma's worden in vier domeinen ingeschakeld. Hier weer rijzen de vragen wie de initiatieven neemt en wie coördineert. Zo, bijvoorbeeld, wat de biotechnologie betreft, is er sprake van « ontbrekende schakels ». Wie zal oordelen welke schakels ontbreken en aan wie dat ontbrekende onderzoek zal worden toevertrouwd?

Wat de humane wetenschappen betreft, blijkt dat het pleidooi dat ikzelf, maar ook andere collega's voor dit gebied van de wetenschap telkens en telkens hebben gehouden, toch enige invloed heeft gehad en dat men dan toch eindelijk het grote belang ervan gaat inzien.

Daarbij moet allereerst worden opgemerkt dat dit maar een klein onderdeel uitmaakt van de begroting — ik heb er deze post trouwens

niet in teruggevonden — en dat, bovendien, dit programma beperkt is. De adjectieven «cognitief» en «cultureel» kunnen natuurlijk zeer ruim worden opgevat en eventueel de hele faculteit letteren en wijsbegeerte omvatten, maar toch kan ik de juridische wetenschappen, bijvoorbeeld, nergens onderbrengen. Ook heerst er verwarring inzake het wetenschappelijk onderzoek naar de gevolgen van de toepassing van de nieuwe technologieën. Dat onderzoek ligt immers niet alleen op het gebied van de humane wetenschappen. De gezondheid van de mens kan erdoor worden beïnvloed zodat ook geneeskundig onderzoek noodzakelijk is. Ook de biotechnologische vooruitgang kan gevolgen hebben op geneeskundig, psychologisch en juridisch vlak.

Het verwondert mij dat het advies van de Nationale Raad voor wetenschapsbeleid zoals vermeld in het verslag op pagina 10, niet categorischer is. Die Raad had immers in 1984 geadviseerd dat 10 pct. van de kredieten voor de spits technologieën zou worden besteed aan het onderzoek naar de maatschappelijke gevolgen van de nieuwe technologieën, een onderzoek dat niet *a posteriori* mag gebeuren, maar moet worden geïntegreerd in het technologisch onderzoek zelf.

Maar hoe kan en zal dan dat onderzoek in de privé-bedrijven gebeuren? Het wetenschappelijk onderzoek komt immers hoe langer hoe meer in handen van de privé-bedrijven. Dat is trouwens het derde grote gebied waar de regering het grootste belang aan hecht. Maar hoe kan nog een wetenschapsbeleid bestaan, als het wetenschappelijk onderzoek wordt geprivatiseerd? Hoe zullen de fiscale tegemoetkomingen worden georganiseerd? Op welke criteria zullen ze berusten? Waarschijnlijk zal alleen het belang van de ondernemingen tellen. Hun belang krijgt de voorkeur boven het belang van het wetenschappelijk onderzoek.

Het wetenschappelijk onderzoek wordt aan winstbejag gekoppeld. Dat is totaal onverantwoord.

Nu de vierde functie van het Fonds voor industriële vernieuwing — het FIV — helemaal wordt afgeschaft, is controle totaal uitgesloten. Hoe zal het wetenschappelijk onderzoek in de privé-wereld worden gecoördineerd? Wie zal dat doen? Hoe zullen de te verwachten lacunes worden opgevangen? Hoe komen de humane wetenschappen hier aan bod? Hoe zullen de fiscale uitgaven worden verdeeld tussen de Gemeenschappen en tussen de Gewesten? Op deze verschillende vragen bestaan antwoorden, aangezien dat systeem vorig jaar reeds werd ingevoerd. Hierop verwacht ik dus inderdaad een antwoord.

Voor de vorig jaar nog aan de vierde functie van het FIV toegekende 400 miljoen waarvan nog maar 353,917 miljoen werd vastgelegd, vindt men een antwoord in het verslag over het wetsontwerp over het begrotingsjaar 1986, pagina 19.

Het resultaat is maar mager; de projecten zijn zeker niet ontstaan uit gemeenschappelijk overleg. Met het huidige systeem van fiscale tegemoetkoming kan men dus a fortiori de grootste chaos en dus ook verspilling van *brains*, energie en geld verwachten.

Daarbij komen nog belangrijke vragen:

1. Hoeveel derving van inkomsten was de vorige begrotingsjaren het gevolg van de fiscale stimuli?

2. Hoeveel derving van inkomsten verwacht men ten gevolge van deze stimuli?

Een vierde zogenaamde beleidslijn ligt in het *maximaal deelnemen aan internationale programma's*.

Er worden inderdaad talloze miljarden aan besteed. Er werd dan ook terecht door collega Seeuws — zoals door collega Mouton daarnet — in de Commissie opgemerkt, dat het niet opgaat dat zo weinig informatie over die projecten wordt gegeven. Zo heeft bij de bespreking, in de commissie, van de begroting 1986, collega Seeuws gevraagd welk het Belgisch aandeel was in de onderscheiden Europese projecten. Daar kreeg hij van de staatssecretaris maar een vaag antwoord op. De lijst van afkortingen die we op pagina's 10 en 20 van het verslag van deze bespreking krijgen, is zeer nuttig maar de cijfers zijn zoveel interessanter!

Bovendien blijkt van de investeringen van de overheid enorm veel verloren te gaan. Ze brengen voordelen voor bedrijven en multinationals maar niet voor de overheid die heeft geïnvesteerd.

Tot besluit moet ik het volgende constateren.

Een waslijst van vragen blijft rijzen aangaande het wetenschapsbeleid in ons land, voor zover van een beleid nog kan worden gesproken. Die vragen ontstaan immers omdat er geen beleidslijnen zijn, tenzij het benadrukken van het ten dienste stellen van het wetenschappelijk onderzoek aan de belangen van de bedrijven, wat precies het tegengestelde is van een waar beleid.

Mooie sommen worden verdeeld en die verdeling wordt verantwoord maar een inhoudelijk beleid is onbestaande. Een globale visie ontbreekt. Van coördinatie is geen sprake. Het wetenschappelijk onderzoek, zelfs het fundamenteel wetenschappelijk onderzoek, wordt onderworpen aan het belang van de economie. Het wetenschappelijk onderzoek dat de economie niet dient, wordt verwaarloosd. Dat is onaanvaardbaar. Zo'n politiek kunnen we onmogelijk goedkeuren en we zullen dan ook tegen deze begroting stemmen. (*Applaus op de socialistische banken en op sommige banken van Agalev.*)

De Voorzitter. — Dames en heren, wij zetten deze bespreking vanmiddag te 14 uur voort.

Mesdames, messieurs, nous poursuivrons cette discussion cet après-midi à 14 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten te 12 u. 10 m.)

(La séance est levée à 12 h 10 m.)

1802